

Avant Propos

Les problématiques de montée en débit et d'avènement du très haut débit sont au cœur de la stratégie d'Altitude Infrastructure. En effet, Altitude Infrastructure, opérateur d'opérateurs et spécialiste de l'aménagement numérique du territoire, gère actuellement 17 réseaux d'initiatives publiques et entend se concentrer à l'avenir sur les territoires jusqu'ici délaissés par les initiatives privées. Pour cela, Altitude Infrastructure accompagne les collectivités territoriales, depuis la conception des architectures techniques jusqu'à leurs commercialisations, et se base sur des solutions pragmatiques, permettant de répondre au mieux aux besoins des territoires

A ce titre, Altitude Infrastructure, convaincue de l'importance des technologies hertziennes tant dans l'aménagement numérique des territoires que dans l'objectif de développement des usages, est satisfait de constater que l'ARCEP envisage la mise à disposition prochaine de nouvelles ressources spectrales.

Questions 1 à 11 :

Sans objet

Question 12 : Vous paraît-il souhaitable d'ouvrir dans les bandes 800 MHz et 2,6 GHz, la possibilité de cession ou de mise à disposition d'autorisation d'utilisation de fréquences, notamment pour permettre la mutualisation de fréquences entre opérateurs ?

Tout comme cela est le cas sur d'autres bandes de fréquences, nous estimons qu'il est pleinement utile et important de donner la possibilité aux futurs titulaires de ces licences de les céder ou de les mettre à disposition sur tout ou partie d'un territoire.

Ainsi, un « marché secondaire » pourrait voir le jour, ce qui s'avérerait très pertinent dans des zones du territoire sur lesquelles les déploiements en propre seraient potentiellement difficiles. Entre autre, la mise à disposition d'une licence permettrait aux collectivités ou à des opérateurs d'infrastructures de pouvoir avoir recours à ces ressources spectrales dans un but d'aménagement numérique du territoire, ce qui garantirait la complémentarité des déploiements ainsi qu'une possibilité économique de complétude dans la couverture des territoires en très haut débit mobile.

Questions 13 à 19 :

Sans objet

Question 20 : Dans quel calendrier vous paraît-il pertinent que soit lancée une procédure d'attribution d'autorisations d'utilisation de fréquences pour le déploiement de réseaux mobiles dans la partie TDD de la bande 2,6 GHz ? Avez-vous à ce stade des commentaires sur les conditions techniques à appliquer dans la partie TDD de la bande 2,6 GHz, afin notamment de permettre la coexistence avec la partie FDD de la bande ? Une approche tendant à différer, à ce stade, l'attribution de la partie TDD de la bande 2,6 GHz pour mieux la valoriser ultérieurement et à prévoir un nouveau bilan fin 2011 en liaison avec l'aboutissement des travaux sur les nouveaux usages dans d'autres bandes TDD, notamment la bande 2010 – 2025 MHz, vous paraît-elle adaptée ?

Nous pensons que la procédure d'attribution des autorisations d'utilisation de la partie TDD de la bande 2,6GHz ne doit pas être retardée.

En effet, si le FDD semble constituer la partie importante des futurs déploiements, les engagements de déploiement sur ces technologies se feront à long terme. Parallèlement, les technologies TDD sur la bande 2,6GHz existent et sont d'ores et déjà matures. Dans ce cadre, nous pensons que celles-ci peuvent être mises à profit pour l'aménagement numérique des territoires.

Cela est d'autant plus vrai que la tendance actuelle semble s'orienter durablement vers une phase de cohabitation entre Très Haut Débit et montée en débit. Cette montée en débit se fera sur la complémentarité des technologies cuivre et hertziennes, les capacités industrielles à réaliser des opérations de type NRA Med étant limitées. C'est pourquoi il est primordial de pouvoir bénéficier de toutes les ressources spectrales disponibles pour mettre en œuvre rapidement des solutions pragmatiques.

Retarder l'attribution de la partie TDD de la bande de fréquences 2,6Ghz serait donc préjudiciable aux zones qui seront durablement exclues de la fibre optique et différerait la possibilité de mettre en œuvre des solutions de montée en débit pérennes au détriment d'une importante frange de la population.

Questions suivantes :

Sans objet.